Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Nouveau-modele-de-participation-citoyenne-en-Argentine>

Nouveau modèle de participation citoyenne en Argentine

- Argentine - Économie - Privatisées -

Date de mise en ligne : vendredi 25 octobre 2002

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Fragilisés dans leurs droits et sans l'appui du gouvernement national ni provincial, les citoyens d'une importante province argentine lancent un referendum pour protéger leur accès à l'eau.

La gérance de la filiale argentine de Suez Lyonnaise des Eaux est mise en cause.

Par un référendum populaire réalisé par les citoyens de la province de Santa Fe, les habitants des 15 villes les plus importantes de cette riche province agricole de la fameuse pampa humide, ont manifesté leur désir d'arrêter le contrat de concession de services d'eau potable qui lie leur province à l'entreprise privée Aguas de Santa Fe, filiale de la multinationale Suez-Lyonnaise des Eaux.

La privatisation fut achevée en 1995 et en ce moment le contrat est en cours de renégociation avec le gouvernement de cette province (L'Argentine est un Etat Fédéral) qui est la troisième du pays en nombre d'habitants.

La gestion de l'entreprise a été assignée pour de sérieuses fautes de gestion dont le manquement au plan d'investissements, l'augmentation des tarifs, manque de qualité de l'eau, mais aussi de forts intérêts de retard pour les factures payées en retard ainsi que d'autres actions peu légales, comme les menaces d'expropriation de propriétés pour défaut de paiement du service, mesures qui n'ont reçu aucune sanction de l'"Ente Régulateur de Services Sanitaires". Dernièrement l'entreprise privé a demandé une augmentation des tarifs de 20 à 40 % et en plus une compensation économique pour la dévaluation de la monnaie argentine par rapport au dollar.

Animées contre l'éternel état de non défense des citoyens, différentes organisations citoyennes de défense du consommateur et des droit sociaux, des groupements d'entrepreneurs, des organisation de quartiers, vicinales et et des groupes écologistes ont créé l'Assemblée Provinciale pour le droit à l'Eau (APDA) et ont convoqué un référendum populaire sur sept jours. Bien que ce référendum n'ait pas de force légale, son principal objectif est de réussir un consensus politique pour modifier le statu quo.

Le vote fut volontaire et a connu une participation de 250 000 personnes, selon les organisateurs. Le

refus fut massif puisque seulement 430 votes se sont prononcés en faveur de la continuité de la gestion de Aguas Provinciales de Santa Fe.

A Rosario, une des principales villes de cette Province, ont voté 25 % des habitants enregistrés sur la liste électorale, selon le journal local. A ce propos les organisateurs ont déclaré que l'adhésion des gens ont dépassé les pronostics les plus ambitieux.

« Maintenant il sera plus difficile de cacher l'opinion de plus d'un quart de million de personnes » ont déclaré les organisateurs de cette initiative.

Au delà des chiffres, Osvaldo Martinez, participant de l'Assemblée du quartier République de la Sexta et membre de APDA ajoute, « L'organisation et la participation citoyenne sont les vrais vedette de cet événement. L'union de tous les secteurs de la société est le seul chemin pour réussir à reprendre le contrôle de nos destins et

forger ensemble une société plus juste, plus solidaire qui n'exclut personne ».

Au niveau international, la proposition de APDA a reçu l'appui de nombreuses associations, comme les Amis de la Terre. Depuis son site internet l'organisation écologiste a mené l'envoi de lettres au gouverneur, l'ex pilote automobile de Formule 1 Carlos Reutemann, en lui demandant d'écouter les demandes des citoyens de la province et qu' « il ait le courage de donner le coup d'envoi à une nouvelle d'administration publique et sociale » avec un espace de participation citoyenne.

[Ecoportal](#)

Claudia Mazzeo

Journaliste Scientifique

claua@fibertel.com.ar